

Remarque préliminaire : pourquoi parler de géopolitique ?

D'ABORD UNE DÉFINITION

« La géopolitique peut être définie comme une méthode d'analyse qui éclaire sur les luttes de pouvoir entre différents acteurs, la géographie étant son terrain de jeu au départ. »

Mais nous verrons dans le conflit qui nous vous proposons de comprendre que d'autres sciences sociales devront être sollicitées pour en comprendre les enjeux :

- l'histoire (les permanences du passé pour chaque culture)
- la sociologie (la connaissance des groupes sociaux d'une société et leur influence sur elle)
- l'économie (les transactions entre humains, entreprises et États)
- la démographie (le poids de la population, sa vitalité, l'usage des langues).

HISTORIQUE DE LA NOTION

Origine

C'est à la fin du XIXe siècle que le terme de « géopolitique » commença à apparaître réellement, précisément en 1889, sous la plume du géographe suédois Rudolf Kjellen (1864-1922), d'abord dans un article paru dans la presse de son pays (sur les frontières de la Suède), puis dans un ouvrage au titre fondateur : « Les grandes puissances ».

Diffusion

Mais la géopolitique n'est pas née avec le terme. La géographie d'Hérodote et son explication des peuples par le climat, peut faire figure de manifestations anciennes d'une sensibilité géopolitique.

D'ailleurs, les penseurs américains de la fin du XIXe siècle qui reprennent ce terme s'inspirent de l'exemple antique d'Athènes qui au Ve siècle impose une « démocratie maritime » aux autres cités grecques. Les jeunes Etats-Unis en voie de constitution géographique sur le continent nord-américain y voient une légitimité à imposer leur puissance nouvelle sur les mers voisines (Atlantique, Pacifique, Golfe du Mexique et Caraïbe).

La géopolitique est reprise par l'empire allemand pour définir l'espace qui serait légitimement le sien (espaces de langue germanique en Europe, colonies outre-mer). Idée de *lebensraum* reprise par les nazis et qui va déconsidérer après 45 la géopolitique considérée comme une science nazie.

La Guerre Froide la remet à l'honneur, les EU étant la nouvelle Athènes étendant son empire maritime sur le globe (les 7 flottes US) et l'URSS, la nouvelle Sparte avec son empire terrestre fermé géographiquement et autoritaire.

En France

C'est le géographe Yves Lacoste qui relance en 1978 en France l'importance de penser « une géographie servant à faire la guerre », au moment du conflit du Vietnam.

LE RETOUR DE LA GÉOPOLITIQUE OU LE RETOUR DU RÉEL

La fin de l'histoire n'aura pas lieu

L'idée de la fin d'une histoire conflictuelle a été théorisée par un universitaire américain, Francis Fukuyama après la fin de la Guerre Froide et l'implosion de l'Union Soviétique (1991).

L'hégémonie apparemment totale de la puissance américaine victorieuse devait annoncer une ère nouvelle, la *Pax Americana*, référence à la *Pax Romana* antique.

10 ans plus tard, l'illusion s'écroulait avec l'attaque du 11 septembre 2001 et ses conséquences sur la déstabilisation du Moyen-Orient au profit du radicalisme islamique, la montée en puissance économique et militaire de la Chine et le retour de la Russie, sans compter des acteurs régionaux comme l'Iran chiite ou la Corée du Nord.

Les points chauds géopolitiques réactivés dans une nouvelle compétition mondiale

Les guerres menées par la Russie sur ses pourtours sud (Tchéchénie, Syrie, Ukraine) partent d'ailleurs d'une représentation de l'histoire de la Russie comme État enclavé géographiquement et cherchant historiquement des débouchés vers les « mers chaudes ».

Autre point chaud géopolitique, le conflit israélo-arabe :

Deux peuples pour une terre, avec un conflit qui s'exacerbe lors de la création d'un État israélien (par rapport à l'existence d'un État hébreu dans l'Antiquité) en mai 1948, après l'échec du plan de partage de l'ONU refusé par les pays arabes alentours.

Mais puisque dans géopolitique il y a géo, nous allons nous intéresser à ce conflit par les cartes, pour essayer de vous montrer comment celles-ci sont la résultante de tentatives de règlement politique du conflit ayant successivement échoué.

Commentaire des cartes, de la Palestine ottomane à l'actualité

CARTE CLIMATIQUE DU PROCHE ET MOYEN ORIENT :

Cette carte montre qu'à part le désert du Neguev, le climat de la Palestine, du Liban et de l'ouest de la Syrie est un climat de type tempéré méditerranéen selon la classification de Wladimir Peter Köppen, géographe russo-allemand dont nous nous inspirons toujours aujourd'hui, car adaptable au changement climatique.

Le climat méditerranéen se caractérise par des étés chauds et sec, des hivers doux et des saisons intermédiaires à tendance humide. Les amplitudes de températures augmentent néanmoins en s'éloignant du littoral. D'où des hivers froids soit dans la montagne libanaise soit à l'intérieur syrien et jordanien.

Elle est importante pour comprendre la question de la colonisation agricole des terres que nous allons voir ensuite.

PHOTOGRAPHIE DE LA CÔTE PALESTINIENNE

Une rare photographie d'un littoral palestinien à la fin du XIXe siècle, dont l'origine est inconnue. On y voit un paysage typique des littoraux méditerranéens.

CARTE 1 : LA PALESTINE AVANT LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

La Palestine est une division administrative de l'empire fatimide (Égypte arabe) Le géographe arabe al-Muqaddasi, né à Jérusalem en 942, définit la Palestine comme le territoire s'étendant de la plaine côtière à la steppe, à travers la montagne, puis la dépression du Jourdain. Y vivent des communautés juives et arabes, la domination musulmane tolérant les autres religions du Livre. En 1516, le sultan turc Sélim Ier d'Istanbul conquiert la Palestine qui va devenir durant 4 siècles, jusqu'en 1917, une des provinces arabes de l'Empire ottoman.

Le sionisme est une idéologie politique nationaliste fondée sur un sentiment national juif apparu au XIXe siècle, et qui entend permettre aux Juifs d'avoir un État en terre d'Israël.

La carte évoque les différentes « alyas », vagues d'émigration juives vers la Palestine (nom de la région ottomane située à l'ouest du Jourdain, à la suite de la naissance du sentiment sioniste.

Des [alyas antérieures](#) avaient existé, le sentiment religieux d'un retour en Terre Sainte ayant toujours existé dans les communautés juives. On s'accorde sur le nombre de 25 000 Juifs présents en Palestine en 1881. L'historien Henry Laurens, grand spécialiste de l'histoire juive, cite un chiffre inférieur en se basant sur les statistiques ottomanes mais reconnaît que beaucoup de personnes ne s'étaient pas fait recenser.

1899 : Création du Fonds pour l'implantation juive, chargé de générer le financement des activités pour l'achat de terres en Palestine.

1896 : Theodor Herzl publie L'État Juif, qui défend la création d'un État juif autonome.

À partir de 1881, la montée du sentiment sioniste parallèle à la montée des nationalismes en Europe, exacerbe en Europe l'antique sentiment anti-judaïque chrétien, puis un antisémitisme, de type biologique. D'où des pogroms notamment dans l'empire russe puis après la 1^{re} GM en Pologne et en Roumanie. La prise de pouvoir d'Hitler en Allemagne, puis en Autriche suscite une importante alyas. On peut estimer à 600 000 personnes le nombre de Juifs présents en Palestine en 1947, pour le double environ d'Arabes musulmans (et dont 10% sont chrétiens).

CARTE 2 : LE PROCHE ORIENT PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Le mandat britannique

Durant la Première Guerre mondiale, en 1917, la Déclaration Balfour, émanant du gouvernement britannique, pose les premières bases vers l'établissement d'un État israélien.

L'empire britannique évince les ottomans et occupe la Palestine au sortir de la première guerre mondiale. La Ligue des Nations, ancêtre de l'ONU, accorde à Londres un mandat sur ce territoire en 1920, pendant que les Français ont mandat sur les territoires ottomans du Liban et de la Syrie après le Traité de San Remo.

L'empire ottoman disposait en gros de 2 types d'administration locale de son empire : soit des « villayet », circonscriptions pouvant varier au gré des influences locales, mais administrées par des Ottomans ou des affidés. Soit des anciens États ayant gardé une certaine autonomie comme le Maroc ou l'Égypte. Le démembrement de l'empire suite à la défaite de la 1^{re} GM et son repli sur ses territoires historiques devenant la république turque de Mustapha Kemal, État laïque qui abolit le califat en 1925.

C'est ainsi que la province de Transjordanie deviendra en 1949 Jordanie sous la direction des princes hachémites qui s'étaient révoltés contre les Ottomans aux côtés des Britanniques. Or les princes ont le titre de « Chérif de la Mecque », titre du titulaire qui conservait les lieux saints de La Mecque et Médine (deux des trois lieux les plus sacrés de l'islam, le troisième étant Jérusalem). Les chérifs de La Mecque s'éteignent en 1925 après la conquête de la ville par Ibn Saoud. Le titre avait été tenu, pendant la quasi-totalité de son histoire (de 970 à 1925) par la dynastie hachémite.

L'échec du mandat britannique

La grande révolte arabe de 1936-1939 en Palestine mandataire est le point culminant du combat des nationalistes palestiniens à l'époque du mandat britannique et ses conséquences sont importantes dans le déroulement du conflit israélo-palestinien et la fondation de l'État d'Israël.

Son échec militaire aboutit au démantèlement des forces paramilitaires arabes et à l'arrestation ou à l'exil de ses dirigeants. Elle provoque le renforcement des forces paramilitaires sionistes, notamment avec le soutien des Britanniques. Sur le plan politique, elle pousse les dirigeants arabes envoyés en exil, parmi lesquels Mohammed Amin al-Husseini, à choisir le camp de l'Allemagne nazie à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Bien que vaincus militairement, les Arabes palestiniens obtiennent des concessions politiques. Le Livre blanc britannique de 1939 impose ainsi une limitation de l'immigration juive et du transfert de terres arabes à des Juifs, et promet la création d'un État unitaire dans les dix ans, dans lequel Juifs et Arabes partageront un gouvernement qui permettrait de préserver les intérêts de chaque communauté.

Cette proposition est rejetée par la communauté juive palestinienne et ses forces paramilitaires, qui se lancent à leur tour dans une révolte générale, qui est cependant interrompue par la Seconde Guerre mondiale.

Après la 2nde Guerre Mondiale

Le Royaume-Uni se désengage de la Palestine en 1947, après la Seconde Guerre mondiale. La fin de la guerre est le théâtre d'un afflux massif vers la Palestine de Juifs rescapés de la Shoah et cherchant à quitter l'Europe à tout prix.

Les Nations Unies nouvellement créées votent alors la fondation de deux États, l'un arabe et l'autre juif (résolution 181).

Israël est fondé en 1948 et le conflit israélo-arabe débute dans la foulée.

CARTE 3 : LE PLAN DE PARTAGE PROPOSÉ PAR L'ONU (29 NOVEMBRE 1947)

Le plan de partage de l'ONU reprend les dispositions des livres blancs britanniques en fonction de l'implantation des 2 communautés.

Devant le refus des autorités religieuses musulmanes, les colons juifs regroupés au sein de la Hagana, l'armée clandestine interdite par les Britanniques, prennent les armes et chassent 700 000 Arabes de leurs terres. C'est la Nakba, catastrophe fondatrice de la thèse du retour palestinienne d'aujourd'hui.

CARTE 4 : LA RECOMPOSITION TERRITORIALE ET DÉMOGRAPHIQUE APRÈS LA 1^{ÈRE} GUERRE ISRAËLO-ARABE (1947-48)

La 1^{ère} guerre israélo-arabe se termine par une déroute des armées arabes.

La Jordanie en « récupère » la plus grande partie (48%), ayant mandat sur la Cisjordanie, située à l'ouest du Jourdain. Les autres lieux d'émigration forcée étant la bande de Gaza, puis le Liban et la Syrie.

CARTE 5 : LES TERRITOIRES OCCUPÉS ET LES PRINCIPAUX MOUVEMENTS DE RÉFUGIÉS APRÈS LA GUERRE DES SIX JOURS (5-10 JUIN 1967)

Ce que change fondamentalement la Guerre des Six Jours de 1967, c'est la conquête de la Cisjordanie par Tsahal. 230 000 palestiniens supplémentaires émigrent vers la Jordanie.

« Septembre noir » (1970-71) :

Devant la menace de déstabilisation de la monarchie jordanienne par les Palestiniens et la direction de l'OLP, le roi Hussein avec le soutien des États-Unis et d'Israël décide une opération militaire de grande ampleur qui se traduit par la capitulation de l'OLP et la fuite de ses cadres vers le Liban.

L'attitude des pays arabes voisins et théoriquement soutiens des « frères arabes palestiniens » est ambivalente. Le royaume syrien envoie des chars pour soutenir l'OLP mais son ministre des armées Hafez El Assad plus occupé à prendre le pouvoir à Damas refuse de les défendre. Quant à l'Égypte de Sadate cherche la négociation, espérant récupérer le Sinaï.

Septembre noir est le nom de l'organisation palestinienne qui prend en otage des athlètes israéliens aux JO de Munich en 1972.

CARTE 6 : LES ACCORDS ISRAËLO-ÉGYPTIENS ET LA QUESTION DES COLONIES ISRAËLIENNES (1973-1982)

La guerre du Kippour de 1973 décidée par l'alliance Egypte / Syrie est déclenchée par surprise pendant le Yom Kippour.

À propos de la base de l'ONU à Charme El Cheikh :

Entre 1956 et 1957 a lieu la guerre de Suez entre Israël et l'Égypte. Les Israéliens occupent puis évacuent le Sinaï. Une force de paix internationale stationne à Charm el-Cheikh de 1957 à 1967. Mais en juin 1967, Nasser occupe la commune, bloque le détroit de Tiran, et coupe ainsi l'accès de la mer Rouge aux bateaux de la flotte maritime Israélienne, ce qui entraîne l'intervention d'Israël : c'est la guerre des Six Jours. À la suite de la défaite égyptienne, Israël occupe le Sinaï. La ville est alors rebaptisée. En 1968, Les Israéliens construisent une colonie appelée Ophira à Ras Umm Sid pour y installer cinq-cents familles, et font de Naama Bay un centre touristique. L'aéroport est ouvert en 1976.

En 1978, les récifs de Naama Bay sont détruits par une inondation.

En 1982, la commune est restituée aux Égyptiens, qui encouragent le développement de la ville. Une base de la Force multinationale et observateurs au Sinaï est créé à la même date.

Le 4 septembre 1999 a lieu la signature du Mémorandum de Charm el-Cheikh entre Israël et l'Autorité palestinienne en présence de Madeleine Albright, du président Hosni Moubarak et du roi de Jordanie Abdallah II.

Les accords de Camp David (légende)

CARTE 7 : LES ACCORDS DE GAZA-JÉRICHO (OSLO I), LE CAIRE, LE 4 MAI 1994

Les accords de Gaza - Jericho (Oslo 1, mais finalisés au Caire) 1994. Ce sont des accords de principe dont les finalités pratiques restent à déterminer. Or l'accord au sommet ne rencontre pas d'assentiment clair dans les 2 populations. Pire, les déclaration de Rabin et d'Arafat laisse planer le doute sur leurs intentions.

CARTE 8 : LES ACCORDS DE TABA (OSLO II), LE 28 SEPTEMBRE 1995

Le plan dit « en peau de léopard », marbrant la Cisjordanie avec des compétences importantes à l'armée et à l'administration israélienne est accepté par Arafat mais rejeté par la base.

Le Hamas, né en 1987 lors de la 1ère intifada, celle qui fera aboutir aux accords d'Oslo, refuse le plan accepté par Arafat et entame des actions suicides pour protester contre les accords. Le Hamas (acronyme de Mouvement de résistance islamiste) est une branche des frères musulmans égyptiens qui considèrent comme illégitime la présence juive en Palestine, alors que l'OLP accepte officiellement l'existence de l'Etat d'Israël.

Le Hamas est principalement actif dans la bande de Gaza qu'il administre seul depuis juin 2007, après sa victoire aux élections législatives de 2006 et l'éviction de l'Autorité palestinienne à la suite d'une brève guerre civile, et faute d'élections depuis.

L'Iran est le principal parrain du Hamas. Par le biais des gardiens de la révolution islamique, Téhéran lui apporte un important soutien logistique, militaire et financier. Mais c'est le Qatar qui lui fournit le plus important financement et qui accueille sur son sol depuis 2012 Ismaël Haniyeh, le chef du bureau politique du mouvement ainsi que Khaled Mechaal, ancien chef du mouvement. La direction du Hamas réfugiée d'abord au Liban, puis en Syrie, en avait été chassée par Bachar El Assad après le soutien de celle-ci à la révolte syrienne.

CARTE 9 : LES COLONIES ISRAËLIENNES EN CISJORDANIE AUJOURD'HUI

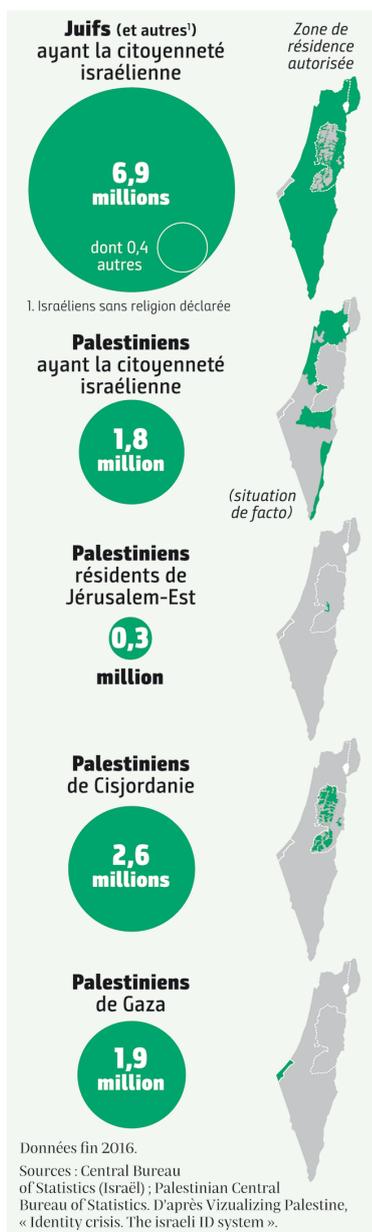
L'extension continue des colonies israéliennes en Cisjordanie est justifiée côté israélien par les partisans du Eretz Israël, cad du grand Israël du temps de David et Salomon.

Le livre de Josué de la Bible présente un récit de l'installation au Pays de Canaan des Hébreux, ou plus exactement des douze fils de Jacob, alias Israël. Ces douze fils y sont présentés comme étant les fondateurs directs ou indirects des douze tribus.

CARTE 10 : L'EXEMPLE DE RAMALLAH

L'idée de la Cisjordanie comme « peau de léopard » ne pouvait qu'impliquer des murs et des postes de passage surveillés au vu du passif entre les 2 peuples, d'autant que la colonisation de terres palestiniennes a continué au nom du droit historique des Juifs à la Cisjordanie. On remarquera que les colonies établies après 1978 et la 1ère intifada se trouvent presque essentiellement au contact des zones sous contrôle palestinien et dans lequel les l'armée israélienne exerce l'autorité conjointe...

UN POINT DE DÉMOGRAPHIE



Il est difficile d'avoir des chiffres exacts de la démographie dans la région. Plusieurs raisons à cela, liées au conflit, qui conduit les protagonistes à présenter des chiffres à leur avantage.

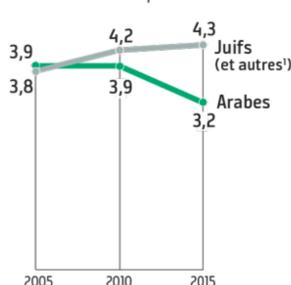
Ainsi l'office démographique palestinien a longtemps compté dans la population palestinienne les exilés de 1947 et leurs descendants, vivant dans les camps de réfugiés des pays voisins. De même, les populations juives des colonies illégales en regard du droit international sont comptées comme partie intégrante d'Israël...

Ci-contre, les chiffres datant de 2016, dont les sources viennent des 2 bureaux de statistiques.

Le conflit a aussi des incidences importantes sur la fécondité ¹ des femmes palestiniennes et israéliennes, contredisant les habituelles analyses sur la forte fécondité des populations des PMA (« Pays les Moins Avancés », acronyme officiel des pays dont le revenu moyen par habitant est de 1 ou 2 \$ par jour) et le contraire pour les pays développés.

Taux de fertilité

Nombre d'enfants par femme



Ainsi, ce sont les femmes palestiniennes les plus éduquées à Gaza qui ont le plus d'enfants, alors que la fécondité de la population gazaouie a baissé.

De même, ce sont les femmes israéliennes des colonies de Cisjordanie qui ont le taux de fécondité le plus élevé.

Faire des enfants est considéré par ces groupes comme essentiel pour assurer à long terme une domination démographique synonyme de victoire territoriale et politique...

¹ Le taux de fécondité mesure le nombre d'enfants moyen par femme en âge de procréer (15-49 ans) par pays. France : 1,8 enfants par femme en 2023 ; le plus bas actuel, la Corée du Sud : 0,78 et le plus élevé, le Niger : 6,35. Le renouvellement des générations suppose un taux supérieur à 2 et ce taux est mondialement en baisse, du fait de la transition démographique achevée dans les pays développés et en cours dans les pays en développement.

Conclusion toute provisoire

Les accords dit « d'Abraham » - considéré à la fois comme le père des juifs via Isaac et des Arabes via Ismaël - avaient pour but de mettre un terme au conflit israélo-arabe via la reconnaissance officielle d'Israël par plusieurs États arabes (Jordanie, Egypte, Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis et Maroc) en échange d'un développement économique à la Singapour de Gaza, proposé par l'administration du président américain Donald Trump.

Le pogrom meurtrier du Hamas en territoire israélien le 7 octobre a rappelé aux dirigeants des pays arabes et au monde que la question de la création d'un État palestinien restait entière.